

peu contribué ensuite à accélérer sa désorganisation, par les inflexibles rivalités qu'il a dû soulever au loin : sous l'un et l'autre aspect, le chef spirituel de l'Europe a fini par se transformer aujourd'hui en un petit prince italien, électif, tandis que tous ses voisins sont héréditaires, mais d'ailleurs essentiellement préoccupé, comme chacun d'eux, et peut-être même davantage, du maintien précaire de sa domination locale. Quant à l'Italie, quoique son essor intellectuel, et même moral, ait été beaucoup hâté par cet inévitable privilège, elle a dû y perdre essentiellement sa nationalité politique : car les papes ne pouvaient, sans se dénaturer totalement, étendre sur l'Italie entière leur domination temporelle, que l'Europe eût d'ailleurs unanimement empêchée; et cependant la papauté ne devait point, sans compromettre gravement son indispensable indépendance, laisser former, autour de son territoire spécial, aucune autre grande souveraineté italienne : la douloureuse fatalité déterminée par ce conflit fondamental, constitue certainement l'une des plus déplorables conséquences de la condition d'existence que nous venons d'examiner, et qui a ainsi exigé, en quelque sorte, sous un aspect capital, le sacrifice politique d'une partie aussi précieuse et aussi intéressante de la communauté européenne,

toujours agitée, depuis dix siècles, par d'impuis-sans efforts pour constituer une unité nationale, nécessairement incompatible, d'après cette explication, jusqu'à présent inaperçue, avec l'ensemble du système politique fondé sur le catholicisme.

Je devais ici caractériser distinctement les principales conditions d'existence politique du catholicisme, qui, de nature essentiellement statique, concernent directement son organisation propre; parce qu'elles doivent être aujourd'hui plus profondément méconnues par toutes nos diverses écoles dominantes, qui, dans leur inanité philosophique, ne savent rêver la solution sociale que d'après l'ancienne base théologique, et qui cependant refusent radicalement à une telle économie les moyens fondamentaux les plus indispensables à son efficacité réelle; comme je l'ai indiqué au volume précédent, et comme la suite de notre analyse historique l'expliquera spontanément. Les conditions vraiment dynamiques, relatives à la puissance inévitable que devait procurer au catholicisme l'accomplissement continu de son office social, sont, par leur nature, trop manifestes, et, en effet, trop peu contestées d'ordinaire, pour exiger un examen aussi étendu. Nous pourrions donc, en ce qui les concerne, nous borner, à ce sujet, à l'appréciation sommaire de la grande at-

tribution élémentaire de l'éducation générale, qui, d'après un éclaircissement antérieur, constitue nécessairement la plus importante fonction du pouvoir spirituel, et le fondement primitif de toutes ses autres opérations, parmi lesquelles il suffira de considérer ensuite celle qui, dans la vie active, en devait devenir le prolongement le plus naturel et la plus irrésistible conséquence, pour la direction morale de la conduite privée. Quelque intérêt philosophique que dussent certainement offrir beaucoup d'autres considérations analogues, comme, par exemple, l'examen de l'influence politique que devait spécialement procurer à la hiérarchie catholique l'exercice journalier de ses relations naturelles avec toutes les parties simultanées du monde civilisé, en un temps surtout où les diverses puissances temporelles vivaient essentiellement isolées, je suis évidemment forcé, par l'indispensable restriction de notre appréciation historique, de laisser au lecteur tous les développemens de ce genre.

La plupart des philosophes, même catholiques, faute d'une comparaison assez élevée, ont trop peu apprécié l'immense et heureuse innovation sociale graduellement accomplie par le catholicisme, quand il a directement organisé un système fondamental d'éducation générale, intellectuelle et

surtout morale, s'étendant rigoureusement à toutes les classes de la population européenne, sans aucune exception quelconque, même envers le serfage. Si une intime habitude ne devait essentiellement blâser nos esprits sur cette admirable institution, où l'on n'est plus frappé que du caractère rétrograde qu'elle offre incontestablement aujourd'hui sous le rapport mental; si on la jugeait du point de vue vraiment philosophique convenable à l'étude rationnelle des révolutions successives de l'humanité, chacun sentirait aisément l'éminente valeur sociale d'une telle amélioration permanente, en partant du régime polythéique, qui condamnait invariablement la masse de la population à un inévitable abrutissement, non-seulement à l'égard des esclaves, dont la prédominance numérique est d'ailleurs bien connue, mais encore pour la majeure partie des hommes libres, essentiellement privés de toute instruction réglée, sauf l'influence spontanée tenant au développement des beaux-arts, et celle que devait produire aussi le système des fêtes publiques, complété par les jeux scéniques: il est clair, en effet, que, dans l'antiquité, l'éducation purement militaire, exclusivement bornée, par sa nature, aux hommes libres, pouvait seule être convenablement organisée, et l'était réellement de la manière la plus parfaite.

De tels antécédens, judicieusement appréciés, empêcheraient, sans doute, de méconnaître le grand progrès élémentaire réalisé par le catholicisme, imposant spontanément à chaque croyant, avec une irrésistible autorité, le devoir rigoureux de recevoir, et aussi de procurer autant que possible, le bienfait de cette instruction religieuse, qui, saisissant l'individu dès ses premiers pas, et, après l'avoir préparé à sa destination sociale, le suivait d'ailleurs assidûment dans tout le cours de sa vie active, pour le ramener sans cesse à la juste application de ses principes fondamentaux, par un ensemble admirablement combiné d'exhortations directes, générales ou spéciales, d'exercices individuels ou communs, et des signes matériels convergant très bien vers l'unité d'impression. En se reportant convenablement à ce temps, on ne tardera point à sentir que, même sous l'aspect intellectuel, ces modestes chefs-d'œuvre de philosophie usuelle qui formaient le fond des cathéchismes vulgaires, étaient alors, en réalité, tout ce qu'ils pouvaient être essentiellement, quelque arriérés qu'ils doivent maintenant nous sembler à cet égard; car ils contenaient ce que la philosophie théologique proprement dite, parvenue à l'état de monothéisme, pouvait offrir de plus parfait, à moins de sortir radicalement d'un tel régime mental, ce qui certes était

encore éminemment chimérique: la seule philosophie un peu plus avancée, à cet égard, qui existât déjà, était, comme on l'a vu, purement métaphysique, et, à ce titre, nécessairement impropre, par sa nature anti-organique, à passer utilement dans la circulation générale, où, d'après l'expérience pleinement décisive des siècles antérieurs, elle n'aurait, évidemment, pu instituer finalement qu'un funeste scepticisme universel, incompatible avec tout vrai gouvernement spirituel de l'humanité; quant aux précieux rudimens scientifiques graduellement élaborés dans l'immortelle école d'Alexandrie, ils étaient, sans aucun doute, beaucoup trop faibles, trop isolés, et trop abstraits, pour devoir pénétrer, à un degré quelconque, dans une telle éducation commune, quand même l'esprit fondamental du système ne les eût pas implicitement repoussés. Mieux on scrutera l'ensemble de cette mémorable organisation, plus on sera choqué de l'irrationnelle et profonde injustice que présente l'aveugle accusation absolue, tant répétée contre le catholicisme, d'avoir, sans distinction d'époques, toujours tendu à étouffer le développement populaire de l'intelligence humaine, dont il fut si long-temps, au contraire, le promoteur le plus efficace: le reproche banal du protestantisme, quant à la sage prohibition de l'é-

glise romaine relativement à la lecture indiscreète et vulgaire des livres sacrés empruntés au judaïsme, ne devrait pas être servilement reproduit par les philosophes impartiaux, qui, n'étant point reterrés, comme les docteurs catholiques, par un respect forcé pour cette dangereuse habitude, pourraient franchement proclamer les graves inconvénients, intellectuels et sociaux, radicalement inhérens à une telle pratique, qui, résultée du besoin logique de constituer au monothéisme une continuité indéfinie, tendait, chez la plupart des esprits ordinaires, à ériger en type social la notion rétrograde d'une antique théocratie, si antipathique aux vraies nécessités essentielles du moyen-âge. L'exacte interprétation générale des faits montre alors, au contraire, dans le clergé catholique, une disposition constante à faire universellement pénétrer toutes les lumières quelconques qu'il avait lui-même reçues, bien loin d'imiter, à cet égard, la concentration systématique propre au régime vraiment théocratique : et c'était là une suite inévitable de la division fondamentale des deux pouvoirs élémentaires, qui, dans l'intérêt même de sa légitime domination, conduisait cette hiérarchie à exciter partout un certain degré de développement intellectuel, sans lequel sa puissance générale n'aurait pu trouver un point d'ap-

puï suffisant. Au reste, il ne s'agit point directement, en ce moment, de l'appréciation mentale, ni même morale, naturellement examinée ci-après, de ce système général de l'éducation catholique, où nous ne devons maintenant considérer surtout que la haute influence politique qu'il procurait nécessairement à la hiérarchie sacerdotale, et qui devait évidemment résulter de l'ascendant spontané que tendent à conserver indéfiniment les directeurs primitifs de toute éducation réelle, quand elle n'est point bornée à la simple instruction; ascendant immédiat et général, inhérent à cette grande attribution sociale, abstraction faite d'ailleurs du caractère spécialement sacré de l'autorité spirituelle au moyen-âge, et des terreurs superstitieuses qui s'y rattachaient. Simultanément héritier, dès l'origine, de l'empirique sagesse des théocraties orientales, et des ingénieuses études de la philosophie grecque, le clergé catholique a dû ensuite s'appliquer inévitablement, avec une opiniâtre persévérance, à l'exacte investigation de la nature humaine, individuelle ou sociale, qu'il a réellement approfondie autant que peuvent le comporter des observations irrationnelles, dirigées ou interprétées par de vaines conceptions théologiques ou métaphysiques. Or, une telle connaissance, ou sa supériorité gé-

nérale était hautement irrécusable, devait éminemment favoriser son ascendant politique, puisqu'en, dans un état quelconque de la société, elle constitue naturellement, de toute nécessité, la première base intellectuelle directe d'un pouvoir spirituel; les autres sciences ne pouvant obtenir, à cet égard, d'efficacité réelle que par leur indispensable influence rationnelle sur l'extension et l'amélioration de ces spéculations, politiquement prépondérantes, relatives à l'homme et à la société.

On doit enfin concevoir l'institution, vraiment capitale, de la confession catholique, comme destinée à régulariser une importante fonction élémentaire du pouvoir spirituel, à la fois suite inévitable et complément nécessaire de cette attribution fondamentale que nous venons de considérer: car il est, d'une part, impossible que les directeurs réels de la jeunesse ne deviennent point spontanément, à un degré quelconque, les conseillers habituels de la vie active; et, d'une autre part, sans un tel prolongement d'influence morale, l'efficacité sociale de leurs opérations primitives ne saurait être suffisamment garantie, en vertu de leur aptitude exclusive à surveiller l'exécution journalière des principes de conduite qu'ils ont ainsi enseignés: il eût été d'ailleurs évidemment absurde que cette institution conservât indéfini-

ment les formes puériles, et même dangereuses, rappelées par l'étymologie d'une telle dénomination, et qui avaient dû subsister jusqu'à ce que la hiérarchie pût être suffisamment constituée. Rien ne peut, sans doute, mieux caractériser l'irrévocable décadence de l'ancienne organisation spirituelle, que la dénégation systématique, si ardemment propagée depuis trois siècles, d'une condition d'existence aussi simple et aussi évidente, ou la désuétude spontanée, non moins significative, d'un usage aussi bien adapté aux besoins élémentaires de notre nature morale, l'épanchement et la direction, qui, en principe, ne pouvaient certes être plus convenablement satisfaits que par la subordination volontaire de chaque croyant à un guide spirituel, librement choisi dans une vaste et éminente corporation, à la fois apte d'ordinaire à donner d'utiles avis et presque toujours incapable, par son heureuse position spéciale, désintéressée sans être indifférente, d'abuser d'une confiance qui constituait la seule base, constamment facultative, d'une telle autorité personnelle. Si l'on refuse, en effet, au pouvoir spirituel une semblable influence consultative sur la vie humaine, quelle véritable attribution sociale pourrait-il lui rester, qui ne puisse être encore plus justement contestée? Les

puissans effets moraux de cette belle institution pour purifier par l'aveu et rectifier par le repentir, ont été si bien appréciés des philosophes catholiques, que nous sommes ici heureusement dispensés, à cet égard, de toute explication spéciale, au sujet d'une fonction qui a si utilement remplacé la discipline grossière et insuffisante, également précaire et tracassière, d'après laquelle, sous le régime polythéique, le magistrat s'efforçait si vainement de régler les mœurs par d'arbitraires prescriptions, en vertu de la confusion fondamentale des deux ordres des pouvoirs humains. Nous n'avons à l'envisager maintenant que comme une indispensable condition d'existence politique inhérente au gouvernement spirituel, quels qu'en soient la nature et le principe, et sans laquelle il ne pourrait suffisamment remplir son office caractéristique, qui doit y trouver simultanément ses informations élémentaires et ses premiers moyens moraux. Les graves abus qu'elle a produits, même aux plus beaux temps du catholicisme, doivent être bien moins rapportés à l'institution elle-même, abstraitement conçue, qu'à la nature vague et absolue de la philosophie théologique, seule susceptible, de toute nécessité, de constituer alors la base très imparfaite, soit moralement ou mentalement, de l'organisation spirituelle. Il

résultait forcément, en effet, d'une telle situation, l'inévitable obligation de ce droit, en réalité presque arbitraire malgré les meilleurs réglemens, d'absolution religieuse, au sujet duquel les plus légitimes réclamations ne sauraient empêcher l'irrésistible besoin pratique de cette faculté continue, sans laquelle, à l'imminent péril de l'individu et de la société, une seule faute capitale aurait constamment déterminé un irrévocable désespoir, dont les suites habituelles auraient tendu à convertir bientôt cette salutaire discipline en un principe nécessaire d'incalculables perturbations.

Après avoir, par l'ensemble des considérations précédentes, suffisamment ébauché désormais l'appréciation politique du catholicisme, en ce qui concerne les conditions fondamentales du gouvernement spirituel, celles qui, par leur nature, doivent toujours se manifester, à un degré et sous une forme d'ailleurs variables, dans une véritable organisation morale distincte, quel qu'en puisse être le principe, il nous reste encore, pour achever de connaître assez ce grand organisme du moyen-âge, de manière à bien comprendre les exigences réelles, soit de son existence passée, soit de sa vaine restauration ultérieure, à signaler aussi, par l'indication rapide mais caractéristique d'un point de vue plus spécial, ses principales

conditions purement dogmatiques, afin de faire sentir que des croyances théologiques secondaires, aujourd'hui communément regardées comme socialement indifférentes, étaient cependant indispensables à la pleine efficacité politique de ce système factice et complexe, dont l'admirable mais passagère unité résultait péniblement de la laborieuse convergence d'une multitude d'influences hétérogènes, en sorte qu'une seule d'entre elles, profondément ruinée, tendait à entraîner spontanément une inévitable désorganisation, totale quoique graduelle.

Nous avons déjà reconnu, à ce sujet, à la fin du chapitre précédent, que le strict monothéisme, tel que le rêvent nos déistes, serait à la fois d'un usage impraticable et d'une application stérile : et tout philosophe impartial qui tentera convenablement de mesurer, pour ainsi dire, la dose fondamentale de polythéisme que le catholicisme a dû nécessairement conserver en la régularisant d'après son principe propre, reconnaîtra qu'elle fut, en général, aussi réduite que le comportent essentiellement les besoins inévitables, intellectuels ou sociaux, du véritable esprit théologique. Mais nous devons, en outre, considérer maintenant, dans le catholicisme, les plus importants des divers dogmes accessoires, qui, dérivés, plus ou moins spontanément, de la concep-

tion théologique caractéristique, en ont constitué surtout des développemens plus ou moins indispensables à l'entier accomplissement de sa grande destination provisoire pour l'évolution sociale de l'humanité.

La tendance, éminemment vague et mobile, qui caractérise spontanément, même à l'état de monothéisme, les conceptions théologiques, devrait profondément compromettre, de toute nécessité, leur efficacité sociale, en exposant, d'une manière presque indéfinie, dans la vie réelle, les préceptes pratiques dont elles sont la base à des modifications essentiellement arbitraires, déterminées par les diverses passions humaines, si cet imminent péril continu n'était régulièrement conjuré par une active surveillance fondamentale du pouvoir spirituel correspondant. C'est pourquoi la soumission d'esprit, évidemment indispensable, à un certain degré, à toute organisation quelconque du gouvernement moral de l'humanité, avait besoin d'être beaucoup plus intense sous le régime théologique, qu'elle ne devra le devenir, comme je l'indiquerai plus tard, sous le régime positif, où la nature des doctrines pousse d'elle-même à une convergence presque suffisante, et n'exige, par suite, qu'un recours bien moins spécial et moins fréquent à l'autorité interpré-

tative ou directrice. Ainsi, le catholicisme, afin de constituer et de maintenir l'unité nécessaire à sa destination sociale, a dû contenir autant que possible le libre essor individuel, inévitablement discordant, de l'esprit religieux, en érigeant directement la foi la plus absolue en premier devoir du chrétien; puisque, en effet, sans une telle base, toutes les autres obligations morales perdaient aussitôt leur seul point d'appui. Si cette évidente nécessité du système catholique tendait réellement, suivant l'accusation banale, à fonder l'empire du clergé bien plus que celui de la religion, l'école positive, avec la pleine indépendance qui la caractérise, et que ne pouvaient manifester les philosophes catholiques au sujet des vices radicaux de leurs propres doctrines, ne doit pas craindre aujourd'hui de reconnaître hautement que cette substitution tant reprochée avait dû être, au fond, essentiellement avantageuse à la société; car la principale utilité pratique de la religion a dû alors consister réellement à permettre l'élévation provisoire d'une noble corporation spéculative, éminemment apte, comme je l'ai expliqué, par la nature de son organisation, à diriger heureusement, pendant sa période ascensionnelle, les opinions et les mœurs, quoique condamnée ensuite à une irrévocable décadence,

non par les défauts essentiels de sa constitution propre, mais précisément, au contraire, par l'inévitable imperfection d'une telle philosophie, dont l'ascendant mental et social devait être purement provisoire, comme le reste de ce volume le rendra, j'espère, de plus en plus incontestable. Cette indispensable considération générale doit toujours dominer désormais toute appréciation vraiment rationnelle du catholicisme, aussi bien sous l'aspect purement dogmatique que sous le point de vue directement politique; elle peut seule conduire à saisir le véritable caractère de certaines croyances, dangereuses sans doute, mais imposées par la nature ou les besoins du système, et qui n'ont jamais pu être jusqu'ici philosophiquement jugées; elle doit enfin faire spontanément comprendre l'importance capitale que tant d'esprits supérieurs ont jadis attachée à certains dogmes spéciaux, qu'un examen superficiel dispose maintenant à proclamer inutiles à la destination finale, mais qui, au fond, étaient d'ordinaire intimement liés aux exigences réelles soit de l'unité ecclésiastique, soit de l'efficacité sociale.

Dans le Traité spécial déjà promis, un tel esprit philosophique expliquera facilement plus tard l'irrécusable nécessité relative, intellectuelle ou sociale, des dogmes les plus amèrement repro-



chés au catholicisme, et qui, à raison même de cette intime obligation, ont dû, en effet, puissamment contribuer ensuite à sa décadence, en soulevant partout contre lui d'énergiques répugnances, à la fois mentales et morales. C'est ainsi, par exemple, que l'on peut aisément concevoir l'arrêt fondamental, aussi indispensable que douloureux, qui imposait directement la foi catholique comme une condition rigoureuse du salut éternel, et sans lequel, en effet, il est évident que rien ne pouvait plus contenir la divergence spontanée des croyances théologiques, à moins de recourir sans cesse à une intervention temporelle bientôt illusoire : et, néanmoins, cette fatale prescription, qui conduit inévitablement à la damnation de tous les hétérodoxes quelconques, même involontaires, a dû sans doute, justement exciter, plus qu'aucune autre, au temps de l'émancipation, une profonde indignation unanime; car rien peut-être n'est aussi propre à confirmer, sous le rapport moral, cette destination purement provisoire si clairement inhérente, sous l'aspect mental, à toutes les doctrines religieuses, alors graduellement amenées à convertir un ancien principe d'amour en un motif final de haine insurmontable, comme on le verrait désormais de plus en plus, depuis la dispersion des croyances, si

leur activité sociale ne tendait enfin vers une extinction totale et commune. Le fameux dogme de la condamnation originelle de l'humanité tout entière, qui, moralement, est encore plus radicalement révoltant que le précédent, constituait aussi un élément nécessaire de la philosophie catholique, non-seulement par sa relation spontanée à l'explication théologique des misères humaines, qui en a reproduit, en tant d'autres systèmes religieux, le germe essentiel, mais aussi, d'une manière plus spéciale, pour motiver convenablement la nécessité générale d'une rédemption universelle, sur laquelle repose toute l'économie de la foi catholique. De même, il serait facile de reconnaître que l'institution, si amèrement critiquée, du purgatoire fut, au contraire, très-heureusement introduite dans la pratique sociale du catholicisme, à titre d'indispensable correctif fondamental de l'éternité des peines futures : car, autrement, cette éternité, sans laquelle les prescriptions religieuses ne pouvaient être efficaces, eût évidemment déterminé souvent ou un relâchement funeste ou un effroyable désespoir, également dangereux l'un et l'autre pour l'individu et pour la société, et entre lesquels le génie catholique est parvenu à organiser cette ingénieuse issue, qui permettait de graduer immédiatement,

avec une scrupuleuse précision, l'application effective du procédé religieux aux convenances de chaque cas réel; quels qu'aient dû être d'ailleurs les abus ultérieurs d'un expédient aussi arbitraire, on n'y doit pas moins voir l'une des conditions usuelles imposées par la nature du système, comme je l'ai indiqué ci-dessus quant au droit d'absolution. Parmi les dogmes plus spéciaux, un examen analogue mettrait en pleine évidence la nécessité politique du caractère intimement divin attribué au premier fondateur, réel ou idéal, de ce grand système religieux, par suite de la relation profonde, incontestable quoique jusqu'ici mal dé mêlée, d'une telle conception avec l'indépendance radicale du pouvoir spirituel, ainsi spontanément placé sous une inviolable autorité propre, invisible mais directe; tandis que, dans l'hypothèse arienne, le pouvoir temporel, en s'adressant immédiatement à la providence commune, devait être bien moins disposé à respecter la libre intervention du corps sacerdotal, dont le chef mystique était alors bien moins éminent. On ne peut aujourd'hui se former une juste idée des immenses difficultés de tout genre qu'a dû si long-temps combattre le catholicisme pour organiser enfin la séparation fondamentale des deux pouvoirs élémentaires; et, par suite, on apprécie très impar-

faitement les ressources diverses que cette grande lutte a exigées, et entre lesquelles figure, au premier rang, une telle apothéose, qui tendait à relever extrêmement la dignité de l'église aux yeux des rois, pendant que, d'un autre côté, une rigoureuse unité divine aurait trop favorisé, en sens inverse, la concentration de l'ascendant social: aussi l'histoire nous manifeste-t-elle alors, d'une manière très variée et fort décisive, la secrète prédilection opiniâtre de la plupart des rois pour l'hérésie d'Arius, où leur instinct de domination sentait confusément un puissant moyen de diminuer l'indépendance pontificale et de favoriser la prépondérance sociale de l'autorité temporelle. Le dogme célèbre de la présence réelle, qui, malgré son étrangeté mentale, ne constituait, au fond, qu'une sorte de prolongement spontané du dogme précédent, comportait évidemment, au plus haut degré, la même efficacité politique, en attribuant au moindre prêtre un pouvoir journalier de miraculeuse consécration, qui devait le rendre éminemment respectable à des chefs dont la puissance matérielle, quelle qu'en fût l'étendue, ne pouvait jamais aspirer à d'aussi sublimes opérations: en un mot, outre l'excitation toujours nouvelle que la foi devait en recevoir continuellement, une telle croyance rendait le ministère

ecclésiastique plus irrécusablement indispensable; tandis qu'avec des conceptions plus simples et un culte moins spécial, les magistrats temporels, tendant sans cesse à la suprématie, auraient aisément conçu la pensée de se passer essentiellement de l'intervention sacerdotale, sous la seule condition d'une vaine orthodoxie, comme la décomposition graduelle du christianisme l'a montré de plus en plus dans le cours des trois derniers siècles. Si, après avoir ainsi considéré l'ensemble dogmatique du catholicisme, on soumettait à une appréciation analogue le culte proprement dit, qui n'en était qu'une conséquence nécessaire et une inévitable manifestation permanente, on y vérifierait, d'une manière plus ou moins prononcée, outre d'importants moyens moraux d'action individuelle et d'union sociale, une semblable destination politique, qu'il suffira d'indiquer ici rapidement pour la pratique la plus capitale; sans parler même de ces mémorables sacremens, dont la succession graduelle, très rationnellement combinée, devait solennellement rappeler à chaque croyant, aux plus grandes époques de sa vie, et dans tout son cours régulier, l'esprit fondamental du système universel, par des signes spécialement adaptés au vrai caractère de chaque situation. Mentalement envisagée, la messe catholique

offre, sans doute, un aspect très peu satisfaisant, puisque la raison humaine n'y saurait voir, à vrai dire, qu'une sorte d'opération magique, terminée par l'accomplissement d'une pure évocation, réelle quoique mystique : mais, au contraire, du point de vue social, on y doit reconnaître, à mon gré, une très heureuse invention de l'esprit théologique, destinée à réaliser la suppression universelle et irrévocable des sanglans ou atroces sacrifices du polythéisme, en donnant le change, par un sublime subterfuge, à ce besoin instinctif du sacrifice, qui est nécessairement inhérent à tout régime religieux, et que satisfaisait ainsi chaque jour, au-delà de toute possibilité antérieure, l'immolation volontaire de la plus précieuse victime imaginable.

Quelque imparfaites que doivent être nécessairement d'aussi sommaires indications sur les divers articles essentiels du dogme et du culte catholiques, dont l'appréciation plus développée serait ici déplacée, elles suffiront, j'espère, pour faire déjà sentir, à tous les vrais philosophes, la nature et l'importance d'un tel ordre de considérations, en attendant l'examen ultérieur ci-dessus annoncé. Plus on approfondira, dans cet esprit positif, l'étude générale du catholicisme au moyen-âge, mieux on s'expliquera l'immense in-

térêt, non moins social que mental, qu'inspiraient alors universellement tant de mémorables controverses, au milieu desquelles d'éminens génies ont su faire graduellement surgir l'admirable organisation catholique, quoique une superficielle critique les fasse aujourd'hui généralement regarder comme ayant dû toujours être aussi indifférentes qu'elles le sont spontanément devenues depuis l'inévitable décadence du système correspondant. Les infatigables efforts de tant d'illustres docteurs ou pontifes pour combattre l'arianisme, qui tendait nécessairement à ruiner l'indépendance sacerdotale, leurs luttes, non moins capitales, contre le manichéisme, qui menaçait directement l'économie fondamentale du catholicisme, en voulant y substituer le dualisme à l'unité, et beaucoup d'autres débats justement célèbres, n'étaient certes point alors plus dépourvus de destination sérieuse et profonde, même politique, que les contestations les plus agitées de nos jours, et qui paraîtraient peut-être, dans un avenir moins lointain, tout aussi étranges, à des philosophes incapables de discerner les graves intérêts sociaux dissimulés par les thèses mal conçues dont notre siècle est inondé. Une médiocre connaissance de l'histoire ecclésiastique devrait assurément confirmer cette maxime évidente de la saine

philosophie, qui établit directement la haute impossibilité que de telles controverses, ardemment poursuivies, pendant plusieurs siècles, par les meilleurs esprits contemporains, et inspirant la plus vive sollicitude à toutes les nations civilisées, fussent radicalement dénuées de signification réelle, mentale ou sociale : et, en effet, les historiens catholiques ont justement noté que toutes les hérésies de quelque importance se trouvaient habituellement accompagnées de graves aberrations morales ou politiques, dont la filiation logique serait presque toujours facile à établir, d'après des considérations analogues à celles que je viens d'indiquer pour les cas principaux.

Telle est donc la faible ébauche, à laquelle je suis obligé de me borner ici, pour la juste appréciation politique de cet immense et admirable organisme, éminent chef-d'œuvre politique de la sagesse humaine, graduellement élaboré, pendant dix siècles, sous des modes très variés mais tous solidaires, depuis le grand saint Paul, qui en a d'abord conçu l'esprit général, jusqu'à l'énergique Hildebrand, qui en a coordonné enfin l'entière constitution sociale; les développemens intermédiaires ayant d'ailleurs exigé, dans ce vaste intervalle, le puissant concours, intellectuel et moral, si divers et si actif, de tous les hommes

supérieurs dont notre espèce pouvait alors s'honorer, les Augustin, les Ambroise, les Jérôme, les Grégoire, etc., dont l'unanime tendance vers la fondation d'une telle unité générale, quoique souvent entravée par l'ombrageuse médiocrité du vulgaire des rois, fut presque toujours hautement secondée par tous les souverains doués d'un vrai génie politique, comme l'immortel Charlemagne, l'illustre Alfred, etc. Après avoir ainsi caractérisé le régime monothéique du moyen-âge relativement à l'organisation spirituelle qui en constituait le principal fondement, il devient facile de procéder maintenant, d'une manière très sommaire mais pleinement suffisante, à l'examen philosophique de l'organisation temporelle correspondante, afin que, l'analyse politique d'un tel régime étant dès-lors complétée, nous puissions ensuite le considérer surtout sous le rapport purement moral, et enfin sous l'aspect mental.

Les nombreuses tentatives d'appréciation philosophique auxquelles a donné lieu jusqu'ici l'ordre temporel du moyen-âge, lui ont toujours laissé un caractère essentiellement fortuit, en y attribuant une influence démesurée aux invasions germaniques, d'où il semblerait ainsi, exclusivement émané. Il importe beaucoup à la saine philosophie politique de rectifier totalement cette

irrationnelle conception, qui tend à interrompre radicalement, dans l'un de ses termes les plus remarquables, l'indispensable continuité de la grande série sociale. Or, cette rectification capitale résulte directement, avec une heureuse spontanéité, comme je vais l'indiquer, de notre théorie fondamentale du développement social, suivant laquelle on pourrait presque construire *à priori* les principaux attributs distinctifs d'un tel régime, d'après le système romain, modifié par l'influence catholique, dont l'avènement graduel, désormais pleinement motivé par l'ensemble de nos explications antérieures, ne doit plus certes conserver maintenant rien d'accidentel: on peut, du moins, ainsi reconnaître aisément que, sans les invasions, le seul poids des divers antécédens eût naturellement constitué, en occident, vers cette époque, un système politique essentiellement analogue au système féodal proprement dit.

A la vérité, une rationalité moins exigeante pourrait suggérer la pensée d'ôter à ce grand spectacle historique ce caractère fortuit qui le dénature dans les conceptions actuelles, en se bornant, par un procédé bien plus facile, mais beaucoup moins satisfaisant, à montrer seulement que ces mémorables invasions successives, loin d'être aucunement accidentelles, devaient néces-

sairement résulter de l'extension finale de la domination romaine. Quoique une telle considération ne puisse, en elle-même, nullement suffire ici à notre but principal, il convient cependant de la signaler d'abord, à titre d'éclaircissement accessoire et préliminaire pour l'ensemble temporel du moyen-âge. Or, en appliquant convenablement les principes établis, dans le chapitre précédent, sur les limites nécessairement posées à l'agrandissement progressif de l'empire romain, il est aisé de reconnaître, en général, que cet empire devait être inévitablement borné, d'un côté, par les grandes théocraties orientales, trop éloignées, et surtout trop peu susceptibles, par leur nature, d'une véritable incorporation; d'un autre côté, en occident surtout, par les peuples, chasseurs ou pasteurs, qui, n'étant point encore vraiment domiciliés, ne pouvaient être proprement conquis : en sorte que, vers le temps de Trajan ou des Antonins, ce système avait essentiellement acquis toute l'étendue réelle qu'il pouvait comporter, et que devait bientôt suivre une irrésistible réaction. Sous le second aspect, qui doit naturellement prévaloir au sujet de cette réaction, il est clair, en effet, que l'état pleinement agricole et sédentaire n'est pas moins indispensable chez les vaincus que chez les vainqueurs pour

l'entière efficacité de tout vrai système de conquête, auquel échappe spontanément, à moins d'une destruction radicale, toute population nomade, toujours disposée, dans ses défaites, à chercher ailleurs un refuge assuré, d'où elle doit tendre ensuite à revenir à son point de départ, avec d'autant plus d'intensité qu'elle aura été graduellement plus refoulée. D'après un tel mécanisme nécessaire, si bien expliqué par Montesquieu, les invasions, quoique moins systématiques, ne furent point, en réalité, plus accidentelles que les conquêtes qui les avaient provoquées; puisque ce refoulement graduel, en gênant de plus en plus les conditions d'existence des peuples nomades, devait finir par hâter beaucoup leur transition spontanée à la vie agricole; et alors le mode d'exécution le plus naturel devait être, sans doute, au lieu des pénibles travaux qu'eût exigés ce nouvel établissement dans leurs retraites si peu convenables, de s'emparer, dans les parties adjacentes de l'empire, de territoires très favorables et déjà préparés, dont les possesseurs, de plus en plus énervés par l'extension même de cette domination, devenaient de plus en plus incapables de résister à cette énergique tendance. Le développement effectif de cette inévitable réaction ne fut pas, à vrai dire, moins graduel que celui de l'action prin-

cipale; et l'on n'en juge d'ordinaire autrement que par suite d'une disposition irrationnelle à ne considérer que les invasions pleinement heureuses; une judicieuse exploration montre, au contraire, que ces envahissemens avaient réellement commencé, sur une grande échelle, plusieurs siècles avant que Rome eût acquis son principal ascendant européen; seulement ils ne sont devenus susceptibles de succès permanens que par l'épuisement croissant de l'énergie romaine, après que l'empire eut été suffisamment agrandi. Cette tendance progressive était alors un résultat tellement spontané de la situation générale du monde politique, qu'elle avait donné lieu; long-temps avant le cinquième siècle, à d'irrésistibles concessions, de plus en plus importantes, soit par l'incorporation directe des barbares aux armées romaines, soit par l'abandon volontaire de certaines provinces, sous la condition naturelle de contenir les nouveaux prétendans. Quoique notre attention philosophique doive rester concentrée sur l'élite de l'humanité, comme je l'ai motivé au début de ce volume, il était cependant nécessaire d'apprécier ici sommairement cette immense réaction fondamentale, qui, bien plus vaste et plus durable qu'on ne le conçoit communément, a suscité, au moyen-âge, le principal essor perma-

nent de l'activité militaire, ainsi que je vais l'expliquer.

En comparant, dans leur ensemble, l'ordre féodal et l'ordre romain, on reconnaît aisément que, malgré l'inévitable prolongation générale du régime essentiellement militaire, ce système avait partout subi, au moyen-âge, une transformation capitale, suite spontanée de la nouvelle situation du monde civilisé, et principe temporel des modifications universelles de la constitution sociale. On voit ainsi, en effet, que l'activité militaire, quoique toujours très développée, tendait à perdre de plus en plus le caractère éminemment offensif qu'elle avait jusque alors conservé, pour se réduire graduellement à un caractère purement défensif; comme peuvent déjà le faire présumer les remarques habituelles de tous les historiens judicieux sur le contraste frappant, propre à l'organisation féodale, entre son aptitude défensive très prononcée et son peu d'efficacité offensive. Sans doute, le catholicisme a puissamment influé sur cette heureuse transformation, où je signalerai bientôt sa participation générale: mais il n'eût pu la déterminer entièrement, si elle n'eût d'abord résulté spontanément de l'ensemble des antécédens, aussi bien que le catholicisme lui-même, à l'essor duquel elle était d'ailleurs indispensable à un cer-

tain degré. Or, on ne saurait douter que cette modification radicale ne dût être nécessairement produite enfin par l'extension même de la domination romaine; puisque, quand une fois le système de conquête eut acquis toute la plénitude dont il était susceptible, il fallait bien que les principaux efforts militaires se tournassent habituellement vers une conservation, devenue leur seul objet capital, et de plus en plus menacée par l'énergie croissante des nations qui n'avaient pu être conquises, comme je viens de l'expliquer: il serait difficile de concevoir une plus irrécusable nécessité. Telle est donc la source, éminemment naturelle, du nouveau caractère général que doit alors prendre l'organisation temporelle, et qui, d'après ce principe évident, cesse assurément de pouvoir présenter rien d'accidentel. Il résulte, en effet, de cette différence fondamentale, que la constitution sociale, toujours essentiellement militaire, ayant dû s'adapter à cette nouvelle destination, a dû graduellement subir la transformation qui distingue le mieux, dans l'opinion commune, le régime féodal proprement dit, en faisant de plus en plus prévaloir la dispersion politique sur une concentration dont le maintien devenait continuellement plus difficile, en même temps que son but principal avait réellement cessé d'exister: car,

L'une de ces tendances n'est pas moins convenable à la défense, où chacun doit exercer une participation directe, spéciale, et actuelle, que l'autre ne l'est à la conquête, qui exige, au contraire, la subordination profonde et continue de toutes les opérations partielles à l'impulsion directrice. C'est ainsi que chaque chef militaire, se tenant constamment disponible pour la défense territoriale, qui ne pouvait cependant imposer habituellement une activité soutenue, a tendu spontanément à ériger un pouvoir presque indépendant, sur la portion de pays qu'il était capable de protéger suffisamment, à l'aide des guerriers qui s'attachaient à sa fortune, et dont le gouvernement journalier devait former sa principale occupation sédentaire, à moins que l'extension de sa puissance ne lui eût déjà permis de les récompenser eux-mêmes par de moindres concessions de même espèce, quelquefois susceptibles, à leur tour, d'être ultérieurement subdivisées, suivant l'esprit général du système. Abstraction faite des invasions germaniques, on peut aisément reconnaître, dans le système purement romain, depuis l'entier agrandissement de l'empire, cette tendance élémentaire au démembrement universel de l'ancien pouvoir, par les efforts très prononcés de la plupart des gouverneurs pour la conservation in-



dépendante de leurs offices territoriaux, et même pour s'assurer directement une hérédité qui constituait le prolongement naturel et le gage le plus certain d'une telle indépendance. Une semblable tendance se fait nettement sentir jusque dans l'empire d'Orient, quoique si long-temps préservé de toute invasion sérieuse. La mémorable centralisation passagère, dont Charlemagne fut si justement destiné à devenir le noble organe, devait être le résultat naturel, mais fugitif, de la prépondérance générale des mœurs féodales, consommant, par l'acte le plus décisif, la séparation politique de l'Occident envers l'empire, dès-lors irrévocablement relégué en Orient, et préparant directement l'uniforme propagation ultérieure du système de féodalité, sans pouvoir d'ailleurs nullement contenir ensuite la tendance dispersive qui en constituait l'esprit. Enfin, le dernier attribut caractéristique de l'ordre féodal, celui qui concerne la modification radicale du sort des esclaves, résulte aussi nécessairement, avec non moins d'évidence, de ce changement fondamental dans la situation militaire, qui devait spontanément provoquer la transformation graduelle de l'esclavage antique en servage proprement dit, d'ailleurs si heureusement consolidée et perfectionnée par l'influence catholique, comme je l'indiquerai ci-après. Déjà,

M. Dunoyer, dans l'utile et consciencieux ouvrage qu'il a publié en 1825, a très judicieusement apprécié, le premier, d'après une belle observation historique, l'importante amélioration que la condition générale des esclaves avait dû indirectement éprouver, par une suite naturelle de l'extension de la domination romaine, qui, resserrant et reculant de plus en plus le champ fondamental de la traite, toujours essentiellement extérieure à l'empire, devait la rendre graduellement plus rare et plus difficile, et finalement presque impossible. Or, il est évident que cette abolition continue de la principale traite, en réduisant le commerce des esclaves au seul mouvement intérieur, devait nécessairement tendre peu à peu à déterminer la transformation universelle de l'esclavage en servage, chaque famille se trouvant dès-lors involontairement conduite à attacher bien plus de prix à la conservation indéfinie de ses propres esclaves héréditaires, dont le renouvellement habituel ne pouvait plus être pleinement facultatif: en un mot, la cessation de la traite extérieure devait entraîner bientôt celle de la vente intérieure; et, par suite, les esclaves, désormais invariablement attachés à la maison ou à la terre, devenaient de véritables serfs, sauf l'indispensable complément moral d'une telle modification